



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Fax : +32 (0)2 245 19 33
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 25 novembre 2016

HUT Clément, *Étienne Tshisekedi (portrait)*,
Éclairage du GRIP, 25 novembre 2016.

<http://www.grip.org/fr/node/2154>



Éclairage

Dossier élections RDC

Étienne Tshisekedi

Portrait¹

Par Clément Hut

25 novembre 2016

Étienne Tshisekedi, le « président » comme se plaît à l'appeler son entourage, a créé la surprise en mettant un terme à sa convalescence en Belgique, où il séjournait depuis 2014, pour rentrer au Congo et prendre part au conflit politique qui agite son pays natal. Opposant des gouvernements Mobutu à partir des années 80, puis de ceux de Laurent et Joseph Kabila, le fondateur de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) cristallise et rassemble autour de lui une opposition réfractaire aux conclusions du « dialogue politique ». À 83 ans, celui qui, tour à tour, a été un ordonnateur et un observateur de la vie politique congolaise, dispose toujours d'une considérable influence.

Du gouvernement à l'opposition, un récit politique tourmenté

Né en 1932 au Kasai-Oriental, dans ce qui était alors le Congo belge, Étienne Tshisekedi wa Mulumba poursuit des études au Kasai-Occidental puis à Kinshasa, et devient le premier docteur en droit du pays.

C'est à la suite du départ précipité de l'administration coloniale belge et de l'éviction du Premier ministre Patrice Lumumba que l'étudiant se retrouve propulsé dans l'arène politique. Il prend le poste de Commissaire adjoint à la Justice dans le Collège des Commissaires généraux, un gouvernement temporaire mis en place par Mobutu, alors colonel.

¹ Premier de la série de portraits du projet GRIP « [Dossier élections RDC : portraits et éclairages thématiques](#) ». Il est publié parallèlement à l'Éclairage de Georges Bergezan : [Le glissement suffira-t-il à empêcher la chute de Kabila ?](#)

Jusqu'en 1965, sa formation juridique le conduit à occuper diverses positions dans la nouvelle administration, et lui permet d'entrer dans le cercle rapproché de Mobutu, promu entretemps au grade de général. Au sein des gouvernements successifs, Tshisekedi occupe les rôles de ministre de l'Intérieur (1965-1968), de la Justice (1968-1969) et de ministre d'État chargé du plan (1969). Ce passage dans l'administration mobutiste laissera des traces dans sa carrière politique. En plus de son rôle dans la pendaison des « Martyrs de la Pentecôte »¹, il est déchu de ses droits politiques en 1998 pour son rôle dans l'assassinat de Patrice Lumumba.

Au cours de ces années, des dissonances se font progressivement sentir avec l'homme fort du régime. L'imposition du monolithisme politique, avec la mise en place d'un système de parti unique, concourt à séparer les deux hommes. En effet, Tshisekedi avait contribué à la rédaction de la version initiale du manifeste de N'Sele prévoyant notamment un système bipartite. Le massacre des étudiants de Lovanium en 1969² contribue à consommer la rupture entre les deux caciques du régime, et Tshisekedi est écarté du pouvoir exécutif.

S'ouvre alors, pour celui qui a été très proche de Mobutu pendant une vingtaine d'année, une période d'alternance entre emprisonnement et exil intérieur, alors que son engagement dans l'opposition se confirme. Cette mise au ban est progressive ; Étienne Tshisekedi est dans un premier temps écarté du pouvoir exécutif et nommé ambassadeur du Zaïre au Maroc, pendant moins d'un an. Il officie par la suite en tant que député du Kasai-Oriental jusqu'à son arrestation en 1980. Le 1^{er} novembre 1980, la Lettre ouverte adressée au Maréchal-Président qu'il cosigne avec douze autres parlementaires, souligne sa distanciation avec l'exécutif et constitue l'acte fondateur de l'UDPS. Dans cette lettre, Tshisekedi et les parlementaires s'opposent à la toute-puissance du parti politique présidentiel, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), et avancent une série de propositions pour démocratiser le pays. En tant que Président de l'UDPS, Tshisekedi dénonce le système de parti unique et la mainmise de Mobutu sur le pays, à travers son parti auquel chaque Zaïrois doit adhérer. Cette fronde assumée lui vaudra d'être arrêté six fois entre 1983 et 1988. C'est à la suite de quatorze mois d'assignation en résidence surveillée, en 1991, qu'il entame une tournée politique qui le porte en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest et l'érige en figure de proue internationale de l'opposition au Maréchal-Président.

Trois fois Premier ministre en six ans

Le pouvoir exécutif, qui vacille déjà au début des années 1990, tente alors de tempérer une contestation populaire qui enfle. Pour ce faire, Mobutu coopte unilatéralement Tshisekedi qui devient alors Premier ministre, une première expérience de courte durée entre septembre et novembre 1991. L'année suivante, la Conférence nationale souveraine³ le réélit à ce poste le 15 août 1992. Son passage est tout aussi bref, miné par des différences irréconciliables avec les caciques du régime. Une fois restructurée, l'opposition à Mobutu le nomme Chef de l'Opposition

démocratique interne en 1993, alors que la vie politique se polarise entre les tenants du mobutisme et une opposition large et diverse.

Alors qu'est sur le point de s'achever la première guerre du Congo⁴, Tshisekedi reprend, très brièvement en avril 1997 ses fonctions de Premier ministre à l'initiative du Parlement de transition. La main tendue par Tshisekedi à l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila plait peu au Président malade qui choisit de l'écarter une nouvelle fois. Cet énième passage éclair lui ôte définitivement l'envie d'occuper un poste dans un gouvernement qui ne lui serait pleinement acquis.

À la suite d'une nouvelle période d'alternance entre exil interne et emprisonnement dans ce qui est maintenant la République démocratique du Congo (RDC), il refuse, en 2003, de participer au gouvernement de Joseph Kabila occupant le pouvoir laissé vacant par l'assassinat de son père.

Une avancée démocratique se profile avec le dialogue intercongolais organisé à Sun City en Afrique du Sud et la signature d'un accord global et exclusif qui prévoient des élections multipartites en 2006. Alors qu'il l'avait appelé de ses vœux pendant trois décennies, l'opposant historique fait cependant le choix d'emmener l'UDPS dans le boycott du scrutin. Moins d'un an après la victoire de Joseph Kabila, il doit quitter la RDC dans un avion médicalisé. Cet exil médical prend fin en 2010, alors que le mandat du Président touche à sa fin et que les préparatifs pour les élections de 2011 sont entamés. Cette fois-ci, l'UDPS se lance à corps perdu dans la bataille présidentielle. Candidat malheureux face au président sortant réélu, il dénonce avec véhémence les résultats de l'élection dès le lendemain du scrutin, s'arrogeant unilatéralement et dès cet instant le titre de « président », qualificatif qui ne l'a pas quitté depuis.

L'éternel chantre de l'opposition ?

En 2014, le chef de l'UDPS doit de nouveau quitter son pays pour raisons médicales. Cette période est marquée par sa quasi-disparition du paysage médiatique, seules de rares vidéos où il apparaît affaibli témoignent de la persistance de son combat. Cette absence de la vie publique et cet éloignement du Congo ne semblent toutefois pas affecter sa popularité : c'est en effet une foule en liesse, massivement présente dès l'aéroport de N'Djili et sur tout le parcours, qui l'accueille lors de son retour à Kinshasa le 27 juillet 2016, témoignant de la capacité du « sphinx de Limete » à mobiliser les masses.

Le dialogue politique convoqué par Kabila afin de rassembler autour de la même table l'ensemble des forces politiques de la RDC, officiellement pour préparer des « élections apaisées », en réalité pour entériner leur report, est boudé par Tshisekedi. À la tête de l'UDPS, il se pose en pourfendeur de ce « dialogue », que seuls ont rejoint la mouvance présidentielle et une portion minime de l'opposition. Les appels répétés du gouvernement et du médiateur Edem Kodjo pour que l'UDPS et Tshisekedi s'y joignent sont restés sans réponse.

Se positionnant en porte-à-faux de la stratégie de « glissement » adopté par [Kabila](#), il ordonne par voie de presse au président de respecter les délais constitutionnels, affirmant que « le 20 décembre, la maison doit être libre ».

Alors que les conclusions du « dialogue politique » ont été rendues publiques, aucune inflexion n'est à observer dans la position de Tshisekedi. Le dialogue, qui a acté le glissement du calendrier électoral en repoussant les élections présidentielles à 2018, n'a réussi à attirer l'assentiment que d'une frange marginale de l'opposition. Alors que le Premier ministre Augustin Matata Ponyo vient de démissionner pour laisser la place à un élu de l'opposition, Samy Badibanga, nommé le 17 novembre, conformément aux décisions du dialogue, le chef de l'UDPS continue à rassembler autour de sa personne une opposition qui dénonce le non-respect des dispositions constitutionnelles. Étienne Tshisekedi, lui, entend bien organiser un « vrai dialogue politique » et forcer la sortie du président Kabila.

* * *

L'auteur

Clément Hut est chercheur assistant au GRIP et diplômé en relations internationales.

-
1. Le 2 juin 1966, quatre hauts fonctionnaires de la République du Congo, accusés d'avoir comploté contre le chef de l'État, sont pendus publiquement. Tshisekedi, alors ministre de l'Intérieur, déclarait à leur propos : « L'action pénale ne doit pas toujours être répressive, mais préventive : il faut prévenir tous ceux qui étaient dans le coup, et ceux qui attendaient leur tour, pour qu'ils puissent voir avec quelle sévérité on punit ce genre d'infraction (...) notamment de connivence avec les milieux de la haute finance étrangère que nous combattons pour les intérêts supérieurs de la nation ».
 2. Le 4 juin 1969, les étudiants de l'Université de Lovanium (Kinshasa) descendent dans les rues pour demander une plus grande autonomie universitaire ainsi que l'amélioration des conditions matérielles des étudiants. La répression sanglante de cette manifestation pacifique fait 30 morts.
 3. Sous la pression internationale, le régime a consenti à organiser cette conférence rassemblant, entre 1990 et 1992, des délégués représentant toutes les couches de la population dans le but de démocratiser la société zaïroise.
 4. La première guerre du Congo est un conflit intervenu d'octobre 1996 à mai 1997, au terme duquel Mobutu Sese Seko fut chassé du pouvoir par des troupes rebelles soutenues par le Rwanda et l'Ouganda et remplacé par Laurent-Désiré Kabila. La deuxième guerre du Congo (1998-2003) résulta de la rupture de l'alliance entre L-D Kabila et ces deux pays, qui envahirent le Congo et placèrent aux commandes de près de la moitié de son territoire des mouvements rebelles à leur solde.